

LIVRE BLANC · 2026

L'intelligence artificielle au service de l'avocat

Risques, usages, agents : ce qu'il faut comprendre en 2026 pour utiliser l'IA en cabinet sans mettre en jeu le secret professionnel ni sa responsabilité.

L'IA est déjà dans vos cabinets. La question n'est plus « si », mais « comment ».

Sur le terrain, nous voyons deux réalités se croiser.

D'un côté, des avocats utilisent ChatGPT au quotidien, souvent en cachette, sans aucune politique d'usage ni garde-fou. De l'autre, des dirigeants de cabinet cherchent par quel bout prendre le sujet : quels outils, quels risques, quelle responsabilité.

Ce document a un objectif simple : vous donner une **grille de lecture claire**, des **réflexes de prudence**, et de quoi parler d'IA en cabinet sans avoir l'air de découvrir le sujet. Il ne cherche ni à vendre la technologie, ni à l'écarter : il pose ce qu'un cabinet doit savoir avant de laisser l'IA entrer dans ses dossiers.

LE FIL CONDUCTEUR

L'IA ne remplace pas l'avocat. Mais l'avocat qui l'utilise avec méthode remplacera, en productivité comme en qualité de service, celui qui l'ignore. Encore faut-il en maîtriser les angles morts.

Au sommaire

L'IA va-t-elle remplacer l'avocat ?	01
Le paysage IA en 2026	02
Les cinq risques de l'IA en cabinet	03
L'IA agentique : de l'assistant à l'agent	04
Bien utiliser l'IA en cabinet : la méthode	05
Bonnes pratiques et choix d'outils	06
Comment Altevia Tech peut vous aider	07

L'IA va-t-elle remplacer l'avocat ?

La question que tout le monde se pose, et qu'on n'ose pas toujours poser à voix haute.

47 %

des tâches juridiques pourraient être automatisées, **selon une étude Goldman Sachs (2023)**. Mais 47 % des **tâches** ne sont pas 47 % du **métier**.

Ce que l'IA fait bien

Rechercher, résumer, comparer, traduire, mettre en forme, générer une première version d'un acte ou d'un courrier.

Ce que l'IA fait mal

Comprendre un client en pleurs, juger une stratégie, plaider devant une juridiction, engager sa responsabilité, bâtir une relation de confiance.

ET POURTANT, LE SIGNAL EST LÀ

14 mai 2026, Royaume-Uni : premier procès gagné par un cabinet 100 % IA (Garfield AI), pour 400 £ d'honoraires afin de recouvrer 7 000 £ de créance. Le métier ne disparaît pas — il se réorganise.

Ce qui change, ce qui ne change pas

CE QUE L'IA ABSORBE	CE QUI RESTE À L'AVOCAT
Recherche jurisprudentielle — plusieurs heures ramenées à quelques minutes	L'analyse stratégique — choisir l'angle, anticiper les coups d'avance
Résumé de dossiers volumineux — points clés, chronologie	Le jugement professionnel — l'IA propose, l'avocat décide
Premières versions de rédaction — conclusions, courriers, mémos, contrats types	La relation client — écouter, rassurer, comprendre l'enjeu humain
Revue de contrats en série — due diligence, extraction de clauses	La plaidoirie et la négociation — la voix, le rythme, l'argumentation
Traduction et mise en forme — multilingue, normalisation	La responsabilité — une IA n'est pas inscrite au barreau

CONCLUSION

Le métier ne disparaît pas, il se réorganise. Les avocats qui utilisent l'IA remplaceront ceux qui ne l'utilisent pas.

Le paysage IA en 2026

Des LLM généralistes aux Legal AI : ce qu'il faut connaître pour choisir.

Les acteurs majeurs

Une course mondiale, doublée d'une bataille de souveraineté. Le pays d'hébergement n'est pas un détail technique : il détermine votre exposition au Cloud Act américain.

ACTEUR	ORIGINE	MODÈLE	POSITIONNEMENT
OpenAI	USA	GPT-5, ChatGPT	Pionnier grand public. Partenariat Microsoft.
Anthropic	USA	Claude	Focus sécurité et usages professionnels.
Google	USA	Gemini	Intégré à tout l'écosystème Google.
Meta	USA	Llama (open source)	Modèles ouverts, nombreuses déclinaisons.
Mistral AI	France	Mistral, Le Chat	Souveraineté européenne. Hébergement UE.
DeepSeek	Chine	DeepSeek R1	Open source, faible coût.

Panorama des outils juridiques

Cinq références à connaître, à côté des assistants généralistes.

OUTIL	SPÉCIALITÉ	TARIF INDICATIF	HÉBERGEMENT
Doctrine	Recherche juris. + Predictice intégré	Sur devis	France
GenIA-L (Daloz)	Doctrine commentée, fonds éditorial centenaire	250 € HT/mois	France
Lexis+ AI	Multi-juridictionnel, gros fonds documentaire	250–400 €/mois	États-Unis
Harvey AI	Grands cabinets internationaux	1 200 \$/mois	États-Unis
Ordalie / Jimini	Solo et petits cabinets, français accessibles	57–99 €/mois	France

CRITÈRE CENTRAL

Un hébergement en France ou dans l'UE signifie pas d'exposition au Cloud Act. C'est le premier filtre pour tout dossier couvert par le secret professionnel.

Généraliste ou spécialisé ? Les deux.

ChatGPT, Claude, Gemini

Pour les tâches transverses :

- Brouillons de courriers et mails
- Reformulation, simplification
- Résumé de documents anonymisés
- Aide à l'organisation, plans, idées
- Traduction

Doctrine, GenIA-L, Lexis+ AI

Pour le cœur de métier :

- Recherche jurisprudentielle
- Analyse prédictive
- Veille réglementaire
- Doctrine commentée
- Hébergement France, conformité RGPD

Les cinq risques de l'IA en cabinet

À connaître avant tout usage, parce que la responsabilité, elle, ne s'externalise pas.

#	RISQUE	EN UNE PHRASE
1	Hallucinations	L'IA invente des arrêts, des articles, des références. Plausibles. Faux.
2	Confidentialité	Vos prompts sortent du cabinet. Le secret professionnel est mis en jeu.
3	Conformité RGPD	Données personnelles, transferts hors UE, Cloud Act américain.
4	Cadre réglementaire	AI Act pleinement applicable au 2 août 2026. Nouvelles obligations.
5	Biais algorithmique	L'IA reproduit les biais des décisions passées. Un score se lit avec prudence.

Risque n°1 — Les hallucinations

Un modèle de langage ne sait pas s'il a raison : il prédit le mot le plus probable après le précédent. Quand il ne connaît pas la réponse, il en fabrique une qui *ressemble* à ce qu'on attend. Sur des questions juridiques, cela donne des arrêts fictifs aux références crédibles, dates plausibles et attendus cohérents. Mais qui n'existent pas.

AFFAIRE EMBLÉMATIQUE — MATA V. AVIANCA, INC. (NEW YORK, 22 JUIN 2023)

Un avocat new-yorkais dépose un mémoire contenant 6 jurisprudences entièrement inventées par ChatGPT. Il avait « vérifié » auprès de ChatGPT lui-même, qui avait confirmé leur authenticité. Sanction : 5 000 \$ d'amende et formation à l'éthique. Depuis, **562 cas similaires** recensés dans le monde.

Les hallucinations entrent dans les prétoires français

Depuis décembre 2025, plusieurs juridictions ont relevé (mise en garde ou avertissement) des écritures rédigées avec l'aide d'IA génératives et contenant des références inventées.

3 déc. 2025	TA Grenoble — Premier cas français. Requérant non représenté, IA générative « totalement inadaptée ».
9 déc. 2025	TA Grenoble — Deuxième décision du même tribunal, une semaine plus tard.
18 déc. 2025	TJ Périgueux — Pôle social. Premier cas impliquant un avocat. Numéros d'arrêts inventés, décisions réelles aux dates erronées.
Déc. 2025	TA Orléans — Mise en garde explicite à un avocat. Une quinzaine de références fictives.
28 jan. 2026	TA Rennes — Requête « manifestement rédigée à l'aide d'un outil d'IA ».

Deux autres cas recensés en 2026. Sources : D. Charlotin, JSS, Lexbase.

Deux décisions qui marquent la bascule

Le tournant, c'est le moment où le juge s'adresse au conseil, pas au client.

18 décembre 2025 — TJ Périgueux

Un allocataire AAH, assisté d'un avocat à l'aide juridictionnelle, produit des conclusions contenant des numéros d'arrêts inventés, des décisions réelles aux dates erronées, des sujets modifiés. Le tribunal invite le conseil à vérifier que les sources « ne sont pas des hallucinations ».

Sanction : aucune. Mise en garde au conseil.

26 février 2026 — CAA Bordeaux

Le ton se durcit. Cinq décisions citées par la défense : certaines ne correspondent pas aux motifs, d'autres n'existent pas, aucune n'est produite. La Cour : « il y a lieu de faire remarquer au conseil de vérifier les décisions juridictionnelles citées [...] avant de saisir le juge ».

Sanction : aucune. Le « conseil » nommément visé.

**500
€**

Belgique — Tribunal de l'entreprise de Liège (31 mars 2026). Première amende francophone infligée à un avocat pour des conclusions truffées de doctrine et de jurisprudence inventées. Jugement transmis au Procureur du Roi et au Bâtonnier.

ET EN FRANCE ?

Pas encore de sanction pécuniaire : huit décisions depuis décembre 2025, toutes limitées à des mises en garde. Mais le ton se durcit, de Grenoble (« totalement inadapté ») à Bordeaux (« il y a lieu de faire remarquer au conseil »). Le CNB a posé le cadre avec son guide *Déontologie et Intelligence Artificielle* (13 mars 2026) : l'avocat « sans vérification appropriée [...] est susceptible de poursuites disciplinaires ». L'écart avec la Belgique n'est plus une question de droit, c'est une question de temps.

Pourquoi des avocats se font-ils piéger ? Le biais d'automatisation.

Plus l'outil est bon, plus on baisse la garde. À Périgueux, l'avocat n'a pas douté : il a fait confiance à un outil qui ne l'avait jamais trompé. C'est précisément là que le piège se referme — la vigilance baisse à mesure que la fiabilité perçue monte. Le vrai danger n'est pas que l'IA se trompe, mais de ne plus savoir travailler sans elle, et donc de ne plus repérer l'erreur quand elle apparaît. La compétence de vérification s'entretient ; elle ne s'improvise pas au moment où on en a besoin.

« L'avocat qui a recours à un système d'intelligence artificielle devra nécessairement vérifier la fiabilité des résultats obtenus. »

Article 1.3 du Règlement Intérieur National — rappelé dans le Livre blanc du Barreau de Paris (octobre 2025).

SANCTIONS ENCOURUES

Sanction disciplinaire (art. 184 du décret n° 91-1197), du blâme à la radiation. **Responsabilité civile** si le client subit un préjudice (rejet de recours, perte de chance). **Escroquerie au jugement** (art. 313-1 du code pénal) en cas de fausses pièces produites. **Atteinte au secret professionnel** (art. 226-13 du code pénal).

Risque n°2 — La confidentialité

Le secret professionnel face aux serveurs américains. Quand vous tapez un prompt, qui le voit ?

- 1 Vous.** Vous tapez un prompt avec le nom du client, les faits, l'enjeu.
- 2 Serveur US.** Le prompt traverse l'Atlantique. Hébergement OpenAI / AWS aux États-Unis.
- 3 Stockage.** Conservé 30 jours minimum. Parfois réutilisé pour entraîner le modèle.
- 4 Cloud Act.** Le gouvernement US peut demander l'accès à vos données, sans informer la personne concernée.

LE SECRET PROFESSIONNEL EST-IL COMPATIBLE AVEC CHATGPT GRATUIT ?

Article 226-13 du code pénal : la révélation d'une information à caractère secret par son dépositaire est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende. Confier le nom d'un client, les faits d'un dossier ou une stratégie à un service grand public, c'est potentiellement une violation du secret — même si l'IA « oublie » ensuite. Le simple transit suffit.

Trois façons de stocker vos données

MODE	PRINCIPE	EXEMPLES	RISQUE SECRET PRO
En local	Le document ne quitte jamais le cabinet. Aucun transit, aucun stockage tiers.	Word installé, Mistral via Ollama sur votre infrastructure.	MINIMAL
SaaS cadré	Hébergé chez l'éditeur, sous contrat documenté, certifié, avec durée de conservation.	Doctrine, GenIA-L, Microsoft 365 avec DPA signé, Mistral Le Chat Pro.	CONTRÔLÉ
IA « qui garde le flou »	Service grand public, sans cadre pro. On ignore où finit le prompt, qui le voit, s'il entraîne le modèle.	ChatGPT gratuit, versions perso de Claude/Gemini, extensions non auditées.	MAXIMAL

Le compte IA partagé : un angle mort

Un compte d'entreprise partagé entre associés agrège tous les dossiers de tous les utilisateurs. Un collaborateur ouvrant l'historique peut tomber sur votre stratégie — ou sur un dossier où le cabinet est en face. **Conflit d'intérêts non déclaré (art. 4.2 RIN), sans qu'aucune règle informatique n'ait été enfreinte.** La charte doit imposer un compte par utilisateur, ou un cloisonnement par dossier.

Shadow AI : l'IA qui entre par la fenêtre

78 % des salariés qui utilisent l'IA au travail apportent leur propre outil, sans validation, sans charte, sans audit (Microsoft Work Trend Index 2024). Réponse en trois temps : faire un état des lieux sans sanction, cadrer par une charte d'usage signée, fournir une alternative validée et réellement pratique.

Risque n°3 — La conformité RGPD

Le conflit frontal entre le droit européen et le Cloud Act. C'est pourquoi l'hébergement compte autant que la fonctionnalité.

RGPD (Europe)

Règlement 2016/679, applicable depuis 2018.

- Consentement explicite des personnes
- Minimisation des données
- Droit d'accès, rectification, effacement
- Encadrement des transferts hors UE
- Sanctions jusqu'à 4 % du CA mondial

Cloud Act (États-Unis)

Loi américaine, applicable depuis 2018.

- Le gouvernement US peut requérir tout fournisseur américain
- Y compris pour des données stockées en Europe
- Sans informer la personne concernée
- Vise OpenAI, Google, Microsoft, AWS, Anthropic
- Conflit direct avec le RGPD

RÉFLEXE

Pour les dossiers sensibles, préférez les solutions hébergées en France ou en UE (Mistral, Doctrine, GenIA-L).

Risque n°4 — Le cadre réglementaire (AI Act)

Règlement (UE) 2024/1689. Le compte à rebours est lancé.

1^{er} août 2024	Entrée en vigueur.
2 février 2025	Pratiques interdites et obligation de formation.
2 août 2025	Modèles GPAI : obligations de gouvernance.
2 août 2026	Application complète — systèmes à haut risque.

SANCTIONS

Jusqu'à 35 millions d'euros ou 7 % du chiffre d'affaires mondial pour les pratiques interdites. Vos clients vous interrogeront sur leur propre conformité : soyez prêts.

Risque n°5 — Le biais algorithmique

Souvent oublié. Une IA entraînée sur des décisions passées reproduit les biais de ces décisions : des statistiques de succès historiques ne valent pas prédiction fiable.

L'exemple Predictice

Un score de succès (« 30 % de chances de gagner ») n'est fiable que si l'on sait sur quoi il est calculé : quelles décisions, quels tribunaux, quelle période. Un même dossier peut donner un score différent selon la base utilisée.

L'AI Act est net

Les systèmes d'IA utilisés dans l'administration de la justice sont classés « haut risque » (Annexe III) : obligations renforcées de transparence, de qualité des données et de supervision humaine.

À RETENIR

La responsabilité de l'avocat est engagée sur son conseil, pas sur la sortie d'un outil. L'IA ne se trompe pas au hasard : elle se trompe comme les données qu'on lui a données.

L'IA agentique : de l'assistant à l'agent

Une différence de nature, pas de degré.

LLM classique — l'assistant qui répond

Vous demandez : « Résume-moi cet arrêt. » L'IA répond avec un texte. Point. Une question, une réponse ; vous traitez la suite. C'est ChatGPT, Claude ou Gemini en mode discussion.

Agent IA — l'agent qui agit

Vous demandez : « Prépare le dossier client X pour l'audience de jeudi. » L'agent cherche dans la GED, lit les pièces, identifie les arrêts pertinents, rédige une note de synthèse, prépare un projet de conclusions et l'envoie pour validation. Une demande, une chaîne d'actions ; vous validez.

Anatomie d'un agent IA

Quatre briques transforment un LLM en collaborateur.

- 1 Le cerveau (LLM).** GPT, Claude, Mistral : le moteur qui comprend la demande et planifie les étapes.
- 2 Les outils.** Accès à la GED, à la base jurisprudentielle, à la messagerie, au calendrier, au CRM. L'agent peut faire, pas seulement dire.
- 3 La mémoire.** L'agent garde le contexte d'un dossier dans la durée. Il sait ce que vous lui avez demandé la semaine dernière.
- 4 L'orchestration.** Un chef d'orchestre qui enchaîne les actions, gère les erreurs et demande validation aux moments clés.

Trois niveaux d'autonomie à connaître

NIVEAU	PRINCIPE	EXEMPLE
1 — Sous contrôle	L'humain valide chaque étape. Lent mais sûr. À privilégier sur les dossiers sensibles.	Rédaction d'un projet de conclusions : vous relisez et validez avant envoi.
2 — Workflow	L'agent suit un script défini en amont. Vous êtes prévenu en cas d'anomalie.	Tri automatique des courriels et réponse type aux demandes administratives.
3 — Autonome	L'agent décide seul. Risque maximum, à réserver aux tâches sans enjeu de responsabilité.	Agrégation de veille juridique, sans publication automatique.

Bien utiliser l'IA en cabinet : la méthode

Le prompt n'est qu'une étape. Ce qui compte, c'est ce qui se passe avant et après.

400
£

14 mai 2026, tribunal de Wandsworth. Premier procès gagné en Angleterre par un cabinet 100 % IA (Garfield AI), agréé par la Solicitors Regulation Authority depuis avril 2025, pour recouvrer 7 000 £ de créance. L'IA n'est plus un outil : c'est devenu un acteur.

Six terrains de jeu pour l'IA en cabinet

USAGE	BÉNÉFICE
Recherche jurisprudentielle Doctrine, GenIA-L, Lexis+ AI	4 h de recherche ramenées à 30 min.
Rédaction d'actes	Conclusions, courriers, contrats types : l'IA produit un brouillon, vous validez.
Synthèse de dossiers	Lecture rapide de 200 pages : chronologie, points clés, contradictions.
Due diligence	Revue de contrats en série, extraction automatique de clauses sensibles.
Traduction juridique	Documents multilingues, avec terminologie adaptée au droit.
Analyse prédictive	Predictice : chances de succès basées sur des décisions similaires (à interpréter).

La méthode : préparer, dialoguer, valider

1. Préparer

Anonymiser : remplacer noms, dates sensibles et montants par des marqueurs neutres.
Contextualiser : objectif du client, stratégie, ce qui n'est pas dans les pièces. **Cadrer** : type de livrable, longueur, ton, destinataire.

2. Dialoguer

Prompt structuré en 4 temps (ci-dessous). **Itérer** : le premier jet est rarement le bon. **Rester en pilote** : rediriger dès que l'IA s'éloigne. C'est vous qui décidez de la stratégie.

3. Valider

Vérifier chaque source, une par une, zéro exception. **Adapter au cabinet** : style, ton, formules. **Assumer** : vous signez, vous restez responsable. L'IA ne se substitue pas à votre jugement.

Le prompt en 4 temps

Une trame simple qui divise par dix vos allers-retours avec l'IA.

EXEMPLE FIL ROUGE

Vous rédigez un projet de mémoire pour un client licencié pour faute grave, qui conteste.

ÉTAPE	FORMULATION
1. Contexte Qui, pour qui, situation	« Je suis avocat en droit du travail. Mon client, cadre licencié pour faute grave suite à des faits de dénigrement, conteste la matérialité et la gravité. La procédure disciplinaire a été respectée. »
2. Tâche Ce que vous voulez	« Rédige un projet de conclusions en défense pour la saisine du Conseil de Prud'hommes. Objectif : requalification en licenciement sans cause réelle et sérieuse. »
3. Format Longueur, structure, ton	« 5 à 7 pages, en trois parties : I) Faits, II) Discussion en droit, III) Demandes chiffrées. Ton juridique, formel, destiné à un magistrat du CPH. »
4. Garde-fous Ce que l'IA ne doit pas faire	« Ne cite aucun arrêt sans vérification. N'invente aucun texte de loi. Signale-moi les endroits où tu manques d'information plutôt que de combler par des hypothèses. »

Ces quatre lignes valent mieux qu'un prompt de trois pages mal cadré.

Prompt système et prompt utilisateur

Le prompt système (permanent)

Les instructions que l'IA suit tout le temps : **le rôle** (« assistant juridique pour un cabinet en droit social à Toulouse »), **le style** (« ton juridique, formel, phrases courtes »), **les garde-fous** (« ne cite aucun arrêt sans vérification »).

Le prompt utilisateur (ponctuel)

Ce que vous demandez pour un dossier précis : **la demande du jour** (« rédige un projet de mémoire pour Mme X »), **les précisions** (« 15 ans d'ancienneté, dénigrement public »), **l'objectif** (« requalification sans cause réelle et sérieuse »).

Où configurer le **prompt système** : Claude Projects (Claude Pro), Custom GPTs (ChatGPT Plus), ou l'API via *system prompt*.

Vérifier une source citée par l'IA : trois réflexes

Exemple : l'IA cite « Cass. soc. 15 mars 2024, n° 22-14.567, sur la faute grave et le dénigrement public ».

- 1 L'existence.** L'arrêt existe-t-il ? Copiez le numéro dans Judilibre, Légifrance ou Doctrine. Aucun résultat = l'IA a inventé.
- 2 Le fond.** Dit-il ce que l'IA prétend ? L'IA peut citer un arrêt réel avec le mauvais sens. Lisez les motifs.
- 3 La pertinence.** S'applique-t-il à votre cas ? Vérifiez les parties, le contexte factuel, la question de droit. Une jurisprudence B2B ne vaut pas en droit du travail.

L'IA peut inventer, mais elle ne peut pas mentir à Judilibre.

Organiser ses échanges pour ne pas re-briefer à chaque fois

Re-expliquer votre rôle, vos règles et votre style à chaque conversation, c'est 30 minutes perdues par dossier — une journée par mois sur 10 dossiers hebdomadaires. La solution : configurer une fois un espace de travail par domaine.

SOLUTION	COÛT	USAGE
Claude Projects	Claude Pro, 20 \$/mois	Un Project par domaine (droit social, affaires) avec instructions permanentes et documents de référence.
Custom GPTs	ChatGPT Plus, 20 \$/mois	Assistants personnalisés, partageables avec l'équipe du cabinet.
Historique et recherche	Inclus partout	Retrouver un échange ancien par mot-clé (ex. une trame de conclusions).

Cinq erreurs qu'on ne fait plus après la première fois

- 1 Prendre l'output comme un livrable.** L'IA écrit un brouillon, pas votre production. Signez ce que vous assumez.
- 2 Coller du contenu sensible sans anonymiser.** Un seul copier-coller mal préparé, et le secret professionnel saute.
- 3 Ne pas vérifier les sources.** Chaque référence passe par Judilibre ou Légifrance avant d'être utilisée.
- 4 Se contenter du premier jet.** Préciser, relancer, corriger : un dialogue en cinq échanges vaut mieux qu'un prompt de trois pages.
- 5 Ne pas contextualiser.** Sans l'objectif ni la stratégie, l'IA produit un texte technique. Vous, vous plaidez un dossier.

Une seule de ces erreurs peut coûter plus cher qu'une année d'abonnement à un outil pro.

Bonnes pratiques et choix d'outils

Quatre questions à se poser — et à faire poser à votre prestataire.

- 1 Où sont mes données ?** France, UE, États-Unis ? Cloud Act applicable ? Réponse à obtenir noir sur blanc dans le contrat.
- 2 Mes prompts entraînent-ils le modèle ?** Exigez une option « no training » explicite. La confidentialité des données clients est en jeu.
- 3 L'outil cite-t-il ses sources ?** Une IA juridique sans sources vérifiables, c'est le risque d'hallucination grand ouvert.
- 4 Quelle intégration avec l'existant ?** Word, Outlook, GED, logiciel de facturation.

Une question à débattre : la transparence client

« *Faut-il informer le client qu'on utilise une IA sur son dossier ?* »

Le Guide CNB du 13 mars 2026 aborde la transparence, mais la profession n'a pas tranché de position ferme. Deux sujets restent ouverts :

Consentement

Les données confiées par le client peuvent-elles être traitées par un tiers (OpenAI, Anthropic, Doctrine) sans son accord explicite ?

Facturation

Si l'IA fait en 5 minutes ce qui prenait 3 heures, comment facturer ? Au temps réel ou au temps « équivalent humain » ?

Comment Altevia Tech peut vous aider

L'IT et la cybersécurité au service des cabinets.

Altevia Tech accompagne les TPE/PME et les cabinets d'avocats d'Occitanie sur trois métiers : **l'infogérance** (gestion du parc, support, supervision), la **cybersécurité** (protection, conformité RGPD) et le **conseil IA** (choix d'outils, charte d'usage, programmation d'agents).

Sur l'IA, trois offres concrètes

1. Audit IA & conformité

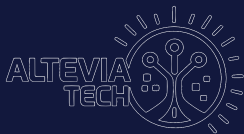
Diagnostic des usages dans le cabinet, identification des risques RGPD et secret professionnel, recommandations.

2. Charte d'usage de l'IA

Document type signé par vos collaborateurs : encadre les usages, définit les outils autorisés et les données interdites.

3. Sélection & déploiement

Comparatif personnalisé selon vos contentieux, intégration avec votre GED, formation des équipes.



Passez à l'action.

Audit gratuit de votre informatique et étude de vos cas d'usage IA. Prenez 15 minutes avec nous pour un audit IA de votre cabinet.

Altevia Tech — Toulouse / Occitanie